

# Privatisation de la Française des Jeux : plus d'un milliard d'euros souscrits par les Français

Les particuliers sont au rendez-vous de la privatisation de la Française des Jeux, s'est réjoui Bruno Le Maire. Les particuliers ont souscrit plus d'un milliard d'euros avant l'introduction en Bourse ce jeudi.

Le gouvernement a réussi son pari, celui d'amener les Français à souscrire en nombre à l'opération de privatisation de la Française des Jeux. Durant l'émission BFM Politique, le ministre de l'Économie a annoncé que les particuliers avaient souscrit pour « plus d'un milliard d'euros » d'actions, un « immense succès populaire () c'est considérable », s'est réjoui Bruno Le Maire. « Les Français sont au rendez-vous, les souscripteurs sont au rendez-vous », et les petits souscripteurs seront servis « en priorité », a-t-il aussi annoncé. Ce sont eux en effet qui ont fait « l'effort le plus important et qui croient en cette opération ».

## Un immense succès populaire

En ce qui concerne le prix de l'action en elle-même, le locataire de Bercy n'a rien voulu indiquer, mais il prendra sa décision dans le courant de la semaine. L'introduction de la Française des Jeux à la Bourse de Paris aura lieu ce jeudi 21 novembre, et le ministère de l'Économie a déjà précisé que la fourchette du prix du titre est comprise entre 16,50 et 19,90 euros. Au vu du succès de la souscription auprès des particuliers mais aussi des investisseurs institutionnels, il est probable que l'hypothèse haute soit privilégiée (les particuliers bénéficieront d'une décote de 2% par action).

## Cercle vertueux pour l'épargne

Une fois l'argent de la privatisation en caisse, il servira à financer « soit des grandes entreprises comme La Française des Jeux, soit des PME et des TPE qui ont besoin de l'argent des Français », a rappelé Bruno Le Maire, qui se félicite d'avoir enclenché un « cercle vertueux sur l'épargne des Français ». Deux autres opérations de privatisation sont en préparation : Aéroports de Paris, dont l'opération de cession du capital de l'État reste suspendue à un projet de référendum. Et Engie qui « fait partie des possibilités » mais le ministre indique que c'est plutôt « dans quelques mois qu'avant la fin de l'année ».